SÉNAT DE BELGIQUE.

RÉUNION DU 21 FÉVRIER 1896.

Rapport de la Commission des Finances, chargée d'examiner le Projet de Loi relatif à la fabrication et à l'importation des alcools.

(Voir les n^{os} 101 et 259, session de 1894-1895, 29, 36, 42, 54, 56, 61, 76
et 80, session de 1895-1896, de la Chambre des Représentants; 17,
session de 1895-1896, du Sénat.)

Présents : MM. le Baron BETHUNE, Président; ALLARD et CAPPELLE,
Rapporteur.

MESSIEURS,

En présence de l'attitude prise par le Sénat à la suite du discours si éloquent prononcé par M. Le Jeune, l'éminent ministre d'État, dans la séance du 12 mars 1895, votre Commission a cru qu'il était de son devoir de déclarer, au début de son rapport, que sa première préoccupation a été de s'assurer si le projet de loi soumis à vos délibérations ne renferme rien qui aille à l'encontre de la croisade entreprise d'un accord unanime contre le fléau de notre époque : l'alcoolisme.

A côté des divers intérêts matériels auxquels touche le régime fiscal des alcools — intérêts agricoles et intérêts industriels — se dresse la grave question morale des moyens à employer pour combattre les progrès effrayants de l'abus des boissons distillées.

Puisque la suppression totale de la production et de l'importation des liquides alcooliques destinés à la consommation humaine est avec raison considérée comme une chimère, la Commission estime que le Sénat doit adopter toute mesure propre à améliorer du moins l'état actuel des choses.

M. le Ministre des Finances est animé des meilleures intentions dans ce sens; il l'a prouvé en inscrivant dans le projet de loi le principe d'une surveillance assidue de la fabrication d'un produit dont l'abus engendre des conséquences si désastreuses. Aussi ce projet peut-il être considéré comme un pas fait en avant dans la campagne entreprise contre l'alcoolisme.

La question de la fabrication des alcools est très complexe. Elle a été heureusement élucidée par les travaux de la Chambre et par ceux de la Commission spéciale.

Confiante dans les études qui ont précédé le dépôt du projet de loi, se référant au rapport si substantiel fait à la Chambre et dû à M. Tack, dont la compétence en la matière est incontestée, la Commission croit pouvoir laisser de côté l'examen des mesures d'ordre administratif prises en vue de déjouer la fraude, et se borner à relever les deux principaux objectifs du projet de loi, savoir :

1° La substitution de l'impôt au rendement réel à l'impôt au rendement présumé. Cette réforme rationnelle et juste, réclamée depuis longtemps, introduit dans notre législation un système qui a fait ses preuves dans d'autres pays ;

2° Le profit à retirer de la distillation, au point de vue de la richesse de l'étable et de la fertilisation du sol, par nos cultivateurs, dont les intérêts sont si souvent négligés.

Le système de l'impôt au rendement, mis à l'examen une première fois en 1884, échoua devant l'opposition de la commission spéciale.

Il fut remis à l'étude en 1893 par les soins d'une commission chargée d'examiner toutes les questions se rattachant à la fabrication de l'alcool. Cette fois, la proposition de substituer le rendement réel à la contenance des cuves, comme base de l'accise, fut adoptée par la majorité.

La nouvelle base de l'impôt a rallié les suffrages unanimes de la Chambre. Votre Commission croit donc inutile d'insister : comme l'a dit M. Tack, la question est jugée.

La juste satisfaction accordée à l'agriculture, en faveur de laquelle on ne saurait en ce moment faire assez, est accompagnée de mesures préventives de nature à calmer les appréhensions de ceux qui pourraient voir dans la diffusion de la distillerie agricole une nouvelle cause d'extension des ravages de l'alcoolisme.

En effet, d'une part, le projet de loi interdit aux nouveaux distillateurs agricoles de rectifier les flegmes qu'ils produiront et de se livrer au commerce des boissons distillées ou fermentées, sous peine de perdre le bénéfice de la réduction d'impôt, bénéfice qui seul permettra au cultivateur de produire des résidus à des conditions avantageuses ; d'autre part, la défense d'établir des usines de rectification ailleurs que dans les localités admises par la loi — les chefs-lieux d'arrondissement — ou par le gouvernement, mettra obstacle à la multiplication des foyers de production de l'eau-de-vie.

Voici les principaux avantages assurés à l'agriculture par le régime proposé :

1° Le distillateur agricole, au lieu de mettre en œuvre des céréales étrangères, pourra employer celles qui proviennent de sa propre récolte, et la vente de ses flegmes lui rapportera au moins autant que la vente de ses grains.

2° Il obtiendra lui-même, sur place, des résidus qui constituent une nourriture excellente pour le bétail.

3° Mis à même d'entretenir un nombre de têtes de bétail largement en rapport avec l'étendue de sa culture, le distillateur agricole obtiendra

ainsi l'engrais si nécessaire pour restituer au sol ce que les récoltes lui ont enlevé.

4^e Enfin il aura la faculté de produire de la levure et du levain.

Si le projet de loi est avantageux au point de vue de l'agriculture, il contient aussi des dispositions très favorables à l'industrie. Nous nous bornerons à citer celle qui accorde la décharge partielle ou totale de l'impôt pour les alcools dénaturés destinés à des usages industriels, et celle qui permet la fabrication de la levure, produit pour lequel nous sommes actuellement tributaires de l'étranger. Nos importations annuelles de levure ont une valeur de plusieurs millions de francs.

Bien que le projet de loi ait pour but principal de réglementer la fabrication de l'alcool au point de vue fiscal, nous devons cependant reconnaître que des mesures spéciales ont été prises en vue d'assurer autant que possible la pureté des produits destinés à la consommation humaine.

Parmi ces mesures nous citerons notamment :

Celle qui permet aux agents de l'administration de prélever des échantillons de flegmes et d'eaux-de-vie chez les rectificateurs ;

Celle qui autorise les mêmes agents à prendre, chez les liquoristes, des échantillons des produits fabriqués ;

Celle qui défend l'existence de méthylène, d'alcool amylique, etc., dans les fabriques de liqueurs ;

Enfin celle qui autorise le Gouvernement à réglementer la fabrication ou la préparation des eaux-de-vie, liqueurs ou autres liquides alcooliques.

Nous signalerons encore les précautions inscrites dans le projet pour empêcher que les flegmes produits par les distillateurs agricoles ne soient consommés sur place ; on veillera rigoureusement à ce qu'ils reçoivent l'une des destinations qui leur sont assignées : livraison aux usines de rectification — exportation — dénaturation.

Aucune disposition de ce genre n'existe dans la législation actuelle.

Si la loi en projet ne peut avoir pour effet de réduire la consommation des liquides alcooliques, elle contribuera du moins à empêcher l'industrie de livrer au commerce des alcools imparfaitement rectifiés ou des liqueurs frelatées. Ce résultat n'est pas sans importance au point de vue de la santé publique.

Comme nous le disions au début de ce rapport, le projet ne contrarie point la lutte entreprise contre le fléau de l'alcoolisme, lutte dans laquelle le Gouvernement prend d'ailleurs déjà sa part, ainsi que l'atteste le résumé, annexé au présent rapport, des dispositions prises dans différents départements ministériels.

Après examen des diverses pétitions parvenues au Bureau et communiquées aux membres du Sénat, la Commission, tout en exprimant le vif désir de voir voter sur ce terrain des mesures radicales, considère le Projet de Loi, dans son ensemble, comme méritant vos suffrages ; elle l'a adopté à l'unanimité de ses membres présents.

Le Rapporteur,
CAPPELLE.

Le Président,
Baron P. BETHUNE.

ANNEXE

Relevé des principales mesures prises par les différents Départements ministériels pour combattre le fléau de l'alcoolisme.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Organisation, dans les établissements d'instruction, de conférences sur l'alcoolisme et de sociétés scolaires de tempérance. (Circulaire ministérielle des 27 août et 19 décembre 1892.)

MINISTÈRE DES CHEMINS DE FER, POSTES ET TÉLÉGRAPHES.

Interdiction faite au personnel de tenir des débits de boissons. (Circulaire ministérielle du 12 mai 1889, n° 54.)

Défense aux agents de faire apporter des boissons spiritueuses dans les ateliers et autres installations ou dépendances du chemin de fer, etc. (Circulaire ministérielle du 18 juillet 1889, n° 87.)

Interdiction aux agents mariés d'habiter avec des personnes de leur famille ou de la famille de leur femme tenant un débit de boissons. (Circulaire ministérielle du 24 novembre 1893, n° 162.)

Interdiction de débiter des boissons alcooliques quelconques dans les buffets et buvettes des stations mis récemment en adjudication. (Cahier spécial des charges de 1895, n° 355.)

Cette mesure sera étendue aux autres buffets et buvettes lors de l'expiration des contrats en cours.

Loi du 26 juin 1889 portant répression des excès des « Runners » et du colportage des boissons alcooliques à bord des navires de mer.

Convention conclue à La Haye, le 16 novembre 1887, entre diverses puissances — la Belgique comprise — pour remédier aux abus qu'engendre parmi les pêcheurs le trafic des spiritueux dans la mer du Nord en dehors des eaux territoriales.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE.

Les bibliothèques, dans les établissements pénitentiaires et de bienfaisance, ont été abondamment pourvues de brochures et d'ouvrages de propagande anti-alcoolique. Quelques-uns de ces traités sont, en outre, remis, lors de leur libération, aux détenus et internés.

Dans les prisons, indépendamment des « maximes et réflexions » qui sont affichées dans toutes les cellules et dont plusieurs ont trait à

l'alcoolisme et à ses dangers, il est affiché, dans les cellules des détenus signalés comme ivrognes, un tableau du docteur Delannois indiquant « Les maux du buveur ». Ce même tableau figure aussi dans les établissements de bienfaisance.

Dans les établissements de bienfaisance comme dans les prisons, des conférences contre l'alcoolisme sont fréquemment données par les aumôniers et les instituteurs.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DES TRAVAUX PUBLICS.

Enquêtes sur la qualité du genièvre consommé en Belgique ; analyse de nombreux échantillons de cette boisson prélevés par les soins des Commissions médicales provinciales.

En 1887 et 1888, enquête de la Commission du travail.

Interdiction d'établir des débits de boissons alcooliques dans les bâtiments de l'Etat occupés par les agents des voies navigables.

Allocation d'un subside annuel de 5,000 francs à la Ligue patriotique contre l'alcoolisme et à d'autres sociétés de tempérance.

En 1891, examen par le Conseil supérieur d'hygiène publique de la question des effets morbides que peut produire la présence dans les boissons distillées d'alcools autres que l'alcool éthylique ainsi que d'aldéhydes.

Élaboration, par le service d'inspection de la fabrication et du commerce des denrées alimentaires et par le conseil supérieur d'hygiène publique, d'un projet de règlement sur le commerce des eaux-de-vie, des liqueurs alcooliques et des alcools, en exécution de la loi du 4 août 1890 relative à la falsification des denrées alimentaires.

En 1895, institution de la Commission d'études relatives à la question de l'alcoolisme.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Interdiction de vendre des boissons spiritueuses dans les casernes. (Circulaire ministérielle du 12 septembre 1885, n° 96.)

Les capitaines, dans leurs entretiens journaliers avec leurs sous-ordres, doivent mettre ceux-ci en garde contre les fautes de toute nature auxquelles entraîne l'abus de la boisson.

De leur côté, les médecins, dans les conférences familières qu'ils ont à faire à la troupe, doivent signaler aux soldats les troubles physiologiques que doit sûrement produire l'usage immodéré des liqueurs fortes. (Circulaire ministérielle du 30 septembre 1885, n° 35/51.)

L'accès des lieux publics dont la fréquentation peut avoir une influence nuisible sur la conduite et la discipline de la troupe peut être défendu à la garnison. (Circulaire ministérielle du 10 novembre 1886, n° 35/56.)